

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE - CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 31/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AKWEL (ex MGI COUTIER)**

2 RUE GUTENBERG  
68800 Vieux-Thann

Références : 0006702253\_2025\_02\_26\_Akwel\_Vieux\_Than\_ViSuivEch\_184\_CT  
Code AIOT : 0006702253

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement AKWEL (ex MGI COUTIER) implanté 2 RUE GUTENBERG 68800 Vieux-Thann. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le contrôle a été réalisé afin de vérifier la mise en conformité des installations à la suite des mises en demeure du 02 mars 2023 et du 15 mai 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AKWEL (ex MGI COUTIER)
- 2 RUE GUTENBERG 68800 Vieux-Thann
- Code AIOT : 0006702253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AKWEL (ex MGI COUTIER) fournit des équipements et systèmes pour l'automobile.

Corpus réglementaire encadrant la visite d'inspection :

- Arrêté préfectoral du 21 août 2000 portant autorisation d'exploiter
- Arrêté du 02 mars 2022 portant mise en demeure à la société AKWEL de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 août 2000 portant autorisation d'exploiter
- Arrêté du 15 mai 2024 portant mise en demeure à la société AKWEL à Vieux-Thann de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Vieux-Thann
- Arrêté du 21 juin 2024 prescrivant une astreinte journalière à l'encontre de la société AKWEL à Vieux-Thann en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Eaux pluviales en zone véhicules légers	AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 2	Demande de justificatifs	2 mois
2	Eaux pluviales en zones poids lourds	AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 2	Liquidation partielle de l'astreinte journalière	/
3	Rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie	AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 3	Liquidation partielle de l'astreinte journalière	/
5	Puits perdus	AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 2	Demande de justificatifs	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mur coupe feu	AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 4	Levée de mise en demeure, prescriptions complémentaires

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant n'a pas remédié à l'ensemble des non-conformités objet des mises en demeure du 02 mars 2023 et du 15 mai 2024 :

- gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées : des éléments complémentaires sont nécessaires afin de statuer ;
- confinement des eaux d'extinction d'un incendie : en l'état, l'exploitant n'a pas mis en œuvre les dispositions nécessaires, une liquidation partielle de l'astreinte journalière est proposée ;
- mur coupe-feu : l'exploitant a présenté des dispositions alternatives (espace libre de tout stockage de matières combustibles de 10 m entre les deux bâtiments) ;
- puits perdus : des éléments complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la

conformité des installations (véhicules légers) ; la non-conformité perdure pour les zones poids lourds, une liquidation partielle de l'astreinte journalière est proposée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Eaux pluviales en zone véhicules légers

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.1. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé : « Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteur-déshuileur ou dispositif d'efficacité équivalente adaptés à la pluviométrie permettant de respecter les valeurs limites en concentrations définies ci-dessous : - hydrocarbures : 10 mg/l Le rendement du dispositif devra être au moins égal à 80 % pour les MES et 75 % pour la pollution carbonée. »
<b>Constats :</b>  Pour mémoire, au cours du contrôle du 1 <sup>er</sup> février 2022, il a été constaté l'absence de dispositif de type décanteurs – déshuileurs au niveau du réseau d'eaux pluviales. A la suite de cette visite d'inspection l'arrêté de mise en demeure du 2 mars 2022 a été notifié à l'exploitant.  Le site n'est pas équipé de dispositif décanteur-déshuileur, et l'exploitant déclare que réaliser des travaux d'envergure n'est pas envisageable. Il s'est donc attaché à mettre en place une solution alternative à partir du mois de juillet 2024. Il s'agit d'un coussin absorbant flottant, à changer à rythme trimestriel, dont la fonction est de retenir les hydrocarbures. L'exploitant présente la fiche technique du produit, qui dispose d'un certificat répondant à la norme AFNOR NF T 90-360 de rétention des hydrocarbures.  Sur le rapport de contrôle de la qualité des eaux résiduares en date du 11 décembre 2024, première mesure réalisée avec le nouveau système d'absorbant, il est constaté la conformité des mesures de l'indice hydrocarbures (compris entre 0,19 et 1,1 mg/L sur les 6 points de contrôle).  L'utilisation de ce produit en substitution à la mise en place de décanteur-déshuileur appelle les remarques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• les produits utilisés sont prévus pour absorber des hydrocarbures dans le cadre de débordement ou de fuites, ils ne sont pas fait pour être immergés dans un avaloir de réseau d'évacuation des eaux pluviales,</li><li>• le rapport de prélèvement ne précise pas le modus operandi de prélèvement des eaux de ruissellement.</li></ul> L'inspection observe que la doctrine de gestion des eaux pluviales a évolué. A titre d'exemple, le guide entrepôts (version 4 de juin 2024), avec lequel une analogie peut être réalisée pour la présente installation, précise que : « Dans l'objectif de limiter autant que possible l'imperméabilisation des sols, les aires de

*stationnements visées au point 1.6.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié ne concernent pas les aires de stationnement de véhicules légers dans la mesure où les eaux susceptibles d'être polluées du fait de l'activité de l'installation, en particulier les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre, ne sont pas susceptibles d'y ruisseler.*

*A cet effet, l'arrêté du 7 juillet 2023 modifiant l'arrêté du 2 février 1998, vient par ailleurs expliciter l'exemption des aires de stationnement des véhicules légers des dispositions relatives à la collecte et au traitement des eaux susceptibles d'être polluées (précision à l'article 43). Ainsi, un aménagement proposant une aire de stationnement de véhicules légers non imperméabilisée, permettant ainsi l'infiltration direct des eaux pluviales et protégée du ruissellement d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées est une solution satisfaisant les dispositions exigées pour la gestion des eaux pluviales. [...].»*

Pour ce qui concerne les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre, au regard des modalités de confinement des eaux d'extinction envisagées (cf constat 3), il n'est pas attendu de ruissellement sur l'aire de stationnement des véhicules légers dans cette installation lorsqu'elles auront été mises en place.

Dans le cas présent, s'agissant d'un parking à destination des véhicules légers, compte tenu de l'évolution de la doctrine en matière de gestion des eaux pluviales, l'inspection des installations classées pourrait considérer qu'il n'apparaît pas proportionné d'appliquer la présente prescription aux zones de stationnement des véhicules légers.

Il appartient cependant à l'exploitant en préalable de démontrer l'absence d'incidence de ses installations sur la qualité des eaux souterraines.

Une modification ultérieure de la prescription pourra être proposée pour éviter toute ambiguïté.

**Demande à formuler à l'exploitant :**

Il appartient à l'exploitant de justifier de l'absence d'incidence de l'exploitation de ses installations jusqu'à présent et notamment de ses modalités de gestion des eaux pluviales sur la qualité des eaux souterraines. Il pourra à cet effet s'appuyer sur un bilan de son auto-surveillance des eaux souterraines, sous réserve de justifier en préalable que le positionnement des ouvrages de surveillance est adapté par rapport aux sources de pollutions constituées par les ouvrages d'infiltration des eaux pluviales.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs à l'exploitant

**N° 2 : Eaux pluviales en zones poids lourds**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.1. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé : « Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de dispositifs décanteur-déshuileur ou dispositif d'efficacité équivalente adaptés à la pluviométrie permettant de respecter les valeurs limites en concentrations définies ci-dessous :

- hydrocarbures : 10 mg/l

Le rendement du dispositif devra être au moins égal à 80 % pour les MES et 75 % pour la pollution carbonée. »

**Constats :**

Pour mémoire, au cours du contrôle du 1<sup>er</sup> février 2022, il a été constaté l'absence de dispositif de type décanteurs – déshuileurs au niveau du réseau d'eaux pluviales.

A la suite de cette visite d'inspection l'arrêté de mise en demeure du 2 mars 2022 a été notifié à l'exploitant.

En matière de gestion des eaux pluviales et, par analogie avec les éléments indiqués dans le guide entrepôts, il convient de considérer que « [...] *Au-delà de cette spécificité visant les aires de stationnement pour véhicules légers, il convient toutefois de rappeler que l'ensemble des eaux susceptibles de ruisseler sur les voies de circulation associées à l'installation ainsi que les aires de stationnement des véhicules des poids lourds sont des eaux considérées comme susceptibles d'être polluées, par le ruissellement, du fait d'une part, de la circulation des poids-lourds et, d'autre part, des éventuelles pollutions accidentelles liées aux produits transportés.*

*Ces eaux doivent être ainsi être collectées de manière spécifiques et traitées ».*

Au niveau du quai de chargement et de l'aire de dépotage, il a été constaté la présence d'un dispositif visant à prévenir les pertes de granulés plastiques au niveau des avaloirs présents. L'exploitant a déclaré que des coussins absorbants hydrocarbures en polypropylène sont mis en place dans les ouvrages. Ces éléments n'ont pas pu être observés au cours du contrôle.

Comme précisé au point n°1 du présent rapport, le dispositif mis en œuvre par l'exploitant n'est pas prévu pour l'usage qui en est fait, ne présente pas de garanties d'efficacité pérennes et, dans ces conditions, ne permet pas de répondre à la prescription.

A ce stade, l'exploitant ne s'est pas conformé à la prescription.

La liquidation partielle est calculée comme suit :

Le nombre de jours écoulés entre la notification de l'arrêté susvisé le 04 juillet 2024 (inclus) et le 26 février 2025 (inclus) est de 238 jours.

Soit le montant de l'astreinte à liquider à date = 50€ x 238 jours = 11 900 €

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Liquidation partielle de l'astreinte

### N° 3 : Rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Confinement des eaux

**Prescription contrôlée :**

***Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2d. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé :***

*« Les installations sont équipées d'un bassin de confinement permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume minimum de 270 m<sup>3</sup>.*

*Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances[...] »*

**Constats :**

Il est constaté que la rétention prescrite n'est toujours pas mise en place. L'exploitant déclare avoir fait établir des devis pour la pose de batardeaux afin de réaliser une rétention interne aux deux bâtiments principaux. Les volumes potentiels ne sont pas connus.

Le volume total de la rétention prévue sera composé de l'intérieur des deux bâtiments

d'exploitation principaux (production et stockage), ainsi que d'une fosse qui constitue le quai de chargement pour des poids-lourds. Le volume de la fosse à lui seul est estimé à 270 m<sup>3</sup>. L'exploitant déclare que la zone d'accueil des poids lourds va subir des travaux pour que son point bas soit muni d'un système d'obturation.

A ce stade, l'exploitant ne s'est pas conformé à la prescription.

La liquidation partielle est calculée comme suit :

Le nombre de jours écoulés entre la notification de l'arrêté susvisé le 04 juillet 2024 (inclus) et le 26 février 2025 (inclus) est de 238 jours.

Soit le montant de l'astreinte à liquider à date = 50€ x 238 jours = 11 900 €

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant transmette dans les plus brefs délais à l'Inspection des installations classées le bon de commande pour la mise en place de la rétention des eaux d'incendie prescrite, ainsi qu'un échéancier des travaux.

A la fin de la mise en place de la rétention, l'exploitant devra transmettre un justificatif du volume ainsi obtenu (le calcul tiendra compte de l'encombrement des installations), ainsi que les procédures de mise en place de la rétention en cas d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Liquidation partielle de l'astreinte journalière

**N° 4 : Mur coupe feu**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 02/03/2022, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, sécurité incendie

**Prescription contrôlée :**

***Dans un délai de 6 mois après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 14.2. de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 susvisé :***

***« [...] L'installation de fabrication est séparée des installations de stockage de matières plastiques (à l'exception des en-cours de fabrication dont la quantité sera limitée aux nécessités de l'exploitation), par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. [...] »***

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection des installations classées du 26 novembre 2021, il est constaté l'absence de mur coupe feu de degré 2 heures et de porte coupe-feu entre le hall de production et le hall de stockage, permettant de limiter la propagation d'un incendie.

Ces faits font l'objet d'une mise en demeure, en date du 2 mars 2022.

Pour répondre à la mise en demeure, l'exploitant a déposé un porteur à connaissance par lettre du 07 février 2023 visant à modifier la prescription. Il était proposé de maintenir un espace libre de 10 m entre le hall de stockage et le hall de production. La demande était notamment motivée par l'absence d'effets domino dans ces conditions et justifiée par une modélisation Flumilog.

Lors de l'inspection du 6 mars 2024, il a été constaté, que l'étude Flumilog sur laquelle repose le PAC a été réalisée sur la base de données d'entrée erronées. En conséquence, une action

corrective est imposée à l'exploitant afin de produire une modélisation fiable.

Les hypothèses erronées concernaient :

- le critère de résistance au feu de la paroi séparant le hall de stockage du hall de production ;
- des mesures incohérentes ;
- les surfaces des exutoires.

Par courriel du 11 juin 2024, l'exploitant déclare avoir vérifié l'intégralité des données d'entrée de la modélisation Flumilog. Les valeurs inconnues ont été paramétrées dans la situation la plus défavorable. En outre, la configuration modélisée a été ajustée par rapport à la configuration des installations (prise en compte du décroché du quai, prise en compte d'une paroi en béton).

Ces données s'ajoutent au dossier de demande d'aménagement de prescriptions transmis en date du 07 février 2023.

L'inspection n'a pas de remarque sur la cohérence de la nouvelle modélisation Flumilog.

L'examen des éléments transmis dans le cadre de cette demande a permis de juger recevable la demande formulée par l'exploitant (voir éléments hors points de contrôle en fin du présent rapport).

In situ, il est constaté par l'inspection des installations classées que la zone d'une largeur de 10 mètres entre les bâtiments de production et de stockage est désormais sanctuarisée comme zone tampon coupe-feu.

Dans ces conditions, la prescription sera modifiée par APC rendant la mise en demeure susvisée caduque.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Prescriptions complémentaires

## N° 5 : Puits perdus

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 15/05/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejet eau

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 sus-visé : [...] tout autre rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit[...]

**Constats :**

Pour mémoire l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2000 interdit le rejet des eaux de quelque nature que ce soit dans des puits perdus.

Au cours du contrôle du 06 mars 2024, il a été constaté la présence de puits qualifiés de puits perdu. L'exploitant a été mis en demeure le 15 mai 2024 de se mettre en conformité sur ce point.

Il est à noter que l'exploitant a déposé un porter à connaissance le 11 octobre 2017, dans lequel les puits étaient dénommés « puits d'infiltration ». Ce porter à connaissance a donné lieu à une



<p>demande d'informations complémentaires et son instruction n'a pas été menée à son terme.</p> <p>Au cours du contrôle, aucun élément technique n'a été présenté afin de justifier la nature des ouvrages (puits perdu ou puits d'infiltration).</p>
<p><b>demande à l'exploitant</b></p> <p>Il convient que l'exploitant précise les caractéristiques techniques des puits (coupes techniques des ouvrages, cote des plus hautes eaux connues, nature des matériaux filtrants mis en œuvre et épaisseur, ...) et qu'il justifie de leur nature et de leur dimensionnement.</p> <p>Il sera statué sur les suites données à la mise en demeure à réception de ces éléments.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### Hors points de contrôle

- Situation administrative

Le porter à connaissance communiqué le 07 février 2023 présente la situation administrative des installations. Il en ressort que compte tenu de l'évolution des activités (arrêt de l'activité fonderie, baisse de la capacité relative à la transformation de polymères, suppression de la rubrique 2920), l'installation relèverait aujourd'hui du régime de la déclaration.

Toutefois, le document n'est pas accompagnée par une demande explicite de changement de régime.

De la même manière, la lettre du 21 septembre 2021 relative au changement d'exploitant présentait un état de la situation administrative des installations, sans qu'il soit demandé un changement de régime.

Il est rappelé que, par lettre du 18 mars 2019, l'exploitant avait déjà été interrogé sur la possibilité de changement de régime, sans qu'il soit apporté de réponse à l'Inspection.

**Si l'exploitant souhaite un déclassement de ses installations sous le régime de la déclaration, il lui appartient d'en faire la demande explicite au Préfet.**

Il s'assurera en préalable que son installation est conforme aux prescriptions générales applicables. Le cas échéant, il sollicitera les demandes de dérogation avec tous les éléments d'appréciation.

Il est toutefois à noter que, dans ce cas, dans l'éventualité d'une augmentation future des activités qui conduirait à re-dépasser le seuil de l'enregistrement pour la rubrique 2661-1a, l'exploitant perdrait le bénéfice de l'antériorité pour ce qui concerne les dispositions applicables à ces installations.

- Porter à connaissance du 07 février 2023

L'exploitant a présenté un porter à connaissance visant à modifier la prescription imposant une paroi séparative entre le bâtiment de fabrication et le bâtiment de stockage.

Les installations n'étant pas équipée d'un mur coupe-feu 2 heures, il propose de maintenir un espace de 10 mètres dégagé de matières combustibles (dans la cour et dans le sas joignant les deux bâtiments).

L'Inspection note que cette demande est cohérente avec les prescriptions de l'arrêté du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) qui prévoit que (article 2.4) :

*« D'autre part, afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, l'installation visée est séparée des installations relevant des rubriques 2661 et 2662, et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :*

*- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les bâtiments ou locaux si ceux-ci sont distincts,  
- soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ».*

Dans ce cadre, l'exploitant a fait réaliser une modélisation des flux thermiques en cas d'incendie (éléments actualisés par lettre du 11 juin 2024).

Il apparaît qu'au niveau de la zone située entre le bâtiment de fabrication et le bâtiment de stockage, les flux supérieurs à 8 kW/m<sup>2</sup> sont distants de moins de 10 m par rapport aux parois du bâtiment de stockage. Dans ces conditions, il est conclu qu'il n'existe pas de risque d'effet domino en cas d'incendie du bâtiment de stockage.

Au regard des éléments présentés, l'Inspection n'a pas d'objection à la modification de la prescription.

Des prescriptions complémentaires sont proposées en conséquence.